

ALGER

الجزائر
الجمهورية

Extrait du Alger républicain

<http://alger-republicain.com/PADS-Le-combat-des-femmes-pour-l.html>

PADS - Le combat des femmes pour l'égalité est indissolublement lié à la lutte pour un changement radical de régime social et politique

Date de mise en ligne : mardi 8 mars 2011

- Actualité politique nationale - Célébration du 8 mars. -

Description :

La célébration du 8 mars, journée internationale de lutte des femmes pour l'égalité et le progrès social coïncide cette année avec une montée sans précédent des mouvements sociaux dans notre pays. Les travailleurs salariés, femmes et hommes, refusent catégoriquement de laisser les classes privilégiées se partager les revenus pétroliers et de se contenter de ramasser les miettes du festin des riches.

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Parti Algérien pour la Démocratie et le Socialisme

8 mars 2011

La célébration du 8 mars, journée internationale de lutte des femmes pour l'égalité et le progrès social coïncide cette année avec une montée sans précédent des mouvements sociaux dans notre pays. Les travailleurs salariés, femmes et hommes, refusent catégoriquement de laisser les classes privilégiées se partager les revenus pétroliers et de se contenter de ramasser les miettes du festin des riches. Ils n'acceptent pas qu'ils soient seuls à payer la facture des mesures prises par le gouvernement pour atténuer les conséquences de la crise mondiale du capitalisme.

Les femmes travailleuses prennent une part active dans ces luttes. Enseignantes, médecins, sages-femmes, ouvrières ou agents de l'administration, toutes apprennent à se battre, à s'organiser et à s'unir pour leurs justes revendications. L'espoir ravivé par les soulèvements populaires dans les pays arabes contre les tyrans à la botte des États impérialistes est un puissant stimulant dans les luttes revendicatives. Ces dernières semaines ont vu la participation de milliers de femmes aux innombrables actions de masse pour un travail digne, pour le logement, pour l'emploi et le rejet des licenciements, pour de meilleurs salaires, pour l'amélioration des conditions de vie, etc. Aux côtés de leurs enfants, de leur mari et de leurs voisins, elles manifestent, occupent les rues, se rassemblent pacifiquement devant les sièges des responsables locaux pour faire entendre leurs voix à Sig ou à Sougueur, à Thénia ou à Touggourt, à Béjaïa ou à Annaba. Elles affrontent souvent les forces de police. Côte à côte avec leurs camarades garçons, des milliers d'étudiantes marchent ou observent tous les jours des sit-in pour dénoncer les mesures unilatérales des autorités concernant l'organisation des études universitaires ou post-universitaires, la valeur de leur diplôme, leur place dans la vie économique. Elles refusent la fatalité du chômage. Elles exigent un travail en rapport avec leur qualification.

Un grand combat commence pour que les femmes travailleuses cessent de subir une féroce surexploitation dans le bagne des innombrables ateliers de manufacture ou de confection « *clandestins* », qui pullulent dans tout le pays. Ces bagnes sont connus des services de police et des inspecteurs du travail corrompus et complices de la violation des lois sociales. Mais ils font semblant de ne rien voir en échange de « *tchippa* ». Le travail précaire devient la règle. Le nombre de travailleuses sans protection augmente d'année en année. Avec le passage déclaré au capitalisme ces 20 dernières années, les femmes ont subi plus que les hommes la régression et la dictature sauvage des patrons et des patronnes.

Obligées d'accepter cette dictature pour gagner des salaires misérables, remplacer souvent leur mari victime de « *compression* » des effectifs, ou subvenir seules aux besoins de la famille, elles font des semaines de 50 à 60 heures de travail d'esclaves. Elles ne sont pas déclarées à la sécurité sociale, ne jouissent pas de congés payés. Elles ne percevront jamais de pension de retraites. Les médicaments qu'elles achètent ne sont pas remboursés. Elles sont des dizaines de milliers à s'échiner dans ces ateliers insalubres où le seul ordre qui règne est celui de l'arbitraire et du harcèlement. Le droit syndical est inconnu. Des milliers de jeunes filles employées dans des « *call-centers* » ou des sociétés sous-traitantes des multinationales doivent se plier sans murmure à la loi des hommes de main du grand capital étranger sous peine d'être jetées comme un citron pressé. Des milliers d'autres femmes sont exploitées dans leur propre foyer. Elles préparent tous les jours et toute l'année à domicile le pain et les pâtes traditionnels pour le compte de commerçants qui s'enrichissent sur leur dos sans verser un sou au fisc.

En ce 8 mars 2011, hommes et femmes se battent ensemble pour leurs droits démocratiques et sociaux légitimes, pour l'abrogation du Code de la famille. Il devient désormais de plus en plus difficile aux courants réactionnaires d'enfermer les femmes ou de les contraindre à subir avec résignation la domination, les préjugés, les inégalités quelles que soient les justifications religieuses évoquées. Il n'est plus possible de les forcer à se tenir à l'écart de l'activité et des luttes sociales. C'est une immense victoire politique et morale des forces de progrès sur les tenants de l'obscurantisme, de l'autoritarisme et du mépris. Les sacrifices des milliers d'hommes et de femmes qui ont affronté depuis des décennies la terreur idéologique ou physique des défenseurs des conceptions politiques et idéologiques révolues n'ont pas été vains. Les noms des femmes et des hommes tombés en martyrs sous les coups des intégristes dans ce combat libérateur sont à jamais gravés dans la longue liste des héros ordinaires qui ont

permis à l'humanité d'avancer dans la voie du progrès en dépit de la résistance acharnée des forces rétrogrades.

Dignes héritiers du PCA et du PAGES, les communistes algériens ont apporté leur contribution à ce grand mouvement international d'émancipation. Appartenant à ce grand mouvement qui a proclamé il y a 101 ans le 8 mars journée internationale de luttes pour les droits de la femme, et institué cette journée dans les lois de la première république socialiste du monde au lendemain de la Grande révolution d'Octobre 1917, ils ont mené un combat inlassable et ininterrompu pour la libération de la femme, pour l'égalité avec l'homme, pour son accès au travail, à la culture, à la responsabilité, au progrès, en un mot pour le socialisme.

Ce combat continue avec les travailleuses, avec les meilleures femmes et les meilleurs hommes de l'Algérie, dans la solidarité internationale prolétarienne la plus totale avec les progressistes de tous les pays pour abattre le capitalisme et l'impérialisme, sources de misère, de haines entre les peuples, d'intégrismes et d'obscurantisme, de guerres et de dangers de disparition de l'espèce humaine, d'inégalités. C'est le capitalisme qui constitue le grand obstacle à l'épanouissement de la femme.

Ce 8 mars 2011 appelle au renforcement de la lutte pour la conquête des libertés démocratiques, pour un changement radical de régime avec l'instauration d'un régime démocratique populaire défendant les intérêts de la classe ouvrière, de la paysannerie laborieuse, des catégories sociales qui vivent de leur travail.

Ce 8 mars 2011 appelle aussi à mener la lutte pour la démocratie et le progrès social dans la plus grande vigilance pour déjouer les manoeuvres des puissances impérialistes et des classes exploiteuses et affairistes, leurs alliées internes. L'impérialisme et ses alliés internes ne cherchent qu'à renforcer leur mainmise sur ses richesses. Ils tentent d'exploiter le profond mécontentement populaire provoqué par les politiques de paupérisation qu'ils ont eux-mêmes imposées. Ils n'hésitent pas à cette fin à se débarrasser des hommes qui se sont discrédités dans l'application de leurs injonctions. Ils appuient diverses forces dites d'opposition totalement acquises aux préceptes antinationaux de l'ultralibéralisme.

Un régime démocratique populaire, préparant la voie à la société socialiste véritable, est la seule alternative patriotique et antiimpérialiste de progrès. C'est ce régime qui sera capable d'assurer une réelle relance économique, protéger les intérêts des travailleurs, garantir l'égalité effective entre l'homme et la femme, utiliser les ressources des hydrocarbures pour le développement et l'indépendance économique.

Seul un tel régime peut s'appuyer sur une large mobilisation populaire pour résister sérieusement aux pressions et complots impérialistes visant à s'emparer des richesses pétrolières et gazières du pays, grâce à la nationalisation desquelles le pays avait commencé à connaître le progrès matériel qui a créé les conditions de l'amélioration de la condition de la femme.

Parti Algérien pour la Démocratie et le Socialisme

7 mars 2011